

*Les crédits**[Traduction]*

À cet égard, je dois dire que certains délais sont inévitables. Il faut que la mise au point de la politique étrangère et de la politique de défense suive son cours normal. Un examen est en cours actuellement, et on n'en saura rien avant la fin de septembre. Le délai est donc inévitable.

Cela étant dit, je dois aussi critiquer le gouvernement pour la façon dont il a traité certaines questions dans le cadre de la politique de défense. Par exemple, il a mis sur pied un programme complet de fermeture de bases avant la fin de l'examen en cours.

• (1125)

Cela n'a pas beaucoup de sens, à mon avis. Je sais que le gouvernement devait trouver le moyen d'économiser de l'argent de toute urgence. Je suis d'accord là-dessus et je le félicite d'avoir permis au ministère de la Défense nationale de rationaliser sa propre infrastructure. Il a bien fait, mais je trouve curieux qu'il ait fermé des bases avant la fin de l'examen de la politique de défense.

Mais revenons à la motion et parlons de la mise au point de la politique. À cet égard, je trouve qu'il faut insister sur le fait que le gouvernement devrait faire preuve de leadership. Il devrait entreprendre des discussions sérieuses avec l'industrie, non pas au sujet d'une aide financière possible, mais de ce qui est à prévoir, de ce qui ressort jusqu'à maintenant de l'examen de la défense. D'ailleurs, si j'ai bien compris, cet examen est réalisé de façon absolument non sectaire par le comité mixte spécial mis sur pied à cette fin. C'est une bonne chose.

Le gouvernement peut tout de même faire preuve d'un certain leadership. Il devrait discuter avec l'industrie. Il le fait peut-être, mais nous n'en savons rien. Il devrait lui annoncer ce qui est à prévoir à moyen terme et à long terme. Faisons des prévisions sur cinq ans, dix ans et quinze ans, et appuyons-nous sur les points forts actuels de l'industrie canadienne, qui a fait ses preuves dans les domaines de l'électronique, des communications, de la perception extrasensorielle—non, je me trompe, je veux parler de la télédétection, mise au point et appliquée par des entreprises comme MacDonald Dettwiler, de Richmond. Ce sont des domaines dans lesquels le Canada est à l'avant-plan. Le gouvernement devrait en discuter avec l'industrie pour trouver comment mettre à profit les avantages de nos entreprises dans ces domaines, afin de créer de l'emploi à long terme.

Tandis qu'on y est, le gouvernement devrait s'engager fermement à ce qu'aucune forme de favoritisme ou d'ingérence politique ne vienne influencer le processus, une fois la politique établie. Si l'on regarde l'attitude d'un certain nombre de gouvernements antérieurs, monsieur le Président, c'est exactement ce qu'on va trouver. Quand le Bloc parle de contrats pour le Québec, moi, qui suis de l'Ouest, je pense à l'annulation scandaleuse du contrat d'entretien des F-18 accordé à Bristol Aircraft, de Winnipeg, qui a permis de le donner, purement en tant que faveur politique, à Canadair, de Montréal.

Ce genre de situations doit cesser. J'espère que le gouvernement tirera des leçons du passé et qu'il maintiendra ses décisions.

En ce qui concerne l'élaboration d'une politique, j'invite le gouvernement à procéder à un examen continu de notre politique de défense, pour la mettre à jour annuellement. Le gouvernement ne devrait pas la laisser sur les tablettes pendant cinq ans pour décider, à un moment donné, qu'une révision s'impose. Il devrait y avoir continuellement une réévaluation de la politique stratégique, d'année en année, pour éviter d'avoir à la modifier soudainement, ce qui nuit évidemment à l'industrie. Si l'industrie ne peut connaître nos objectifs à long terme, elle ne peut être en mesure de s'ajuster d'année en année pour éviter des soubresauts et elle est désemparée.

Finalement, toujours en ce qui concerne l'élaboration d'une politique, j'encourage le gouvernement à s'assurer une plus grande participation de la population. Les Canadiens sont très favorables à la défense et aux forces armées en temps de guerre, mais, en temps de paix, ils le sont moins, parce qu'ils ignorent les faits. Il serait donc souhaitable que le gouvernement fasse davantage participer les Canadiens à l'examen de sa politique.

Après avoir traité de l'élaboration d'une politique, je dirai maintenant que, pour la mettre en oeuvre, il faut mettre l'accent sur l'industrie plutôt que sur le gouvernement. Encore une fois, je prends les mots du ministre de l'Industrie comme point de départ.

• (1130)

Le gouvernement doit notamment mettre l'accent sur la recherche et le développement. Il a un rôle à jouer à cet égard. Un montant assez considérable est accordé à la Défense nationale aux fins de la recherche et du développement. Je suis d'avis qu'il faudrait donc suivre de plus près ce qui se fait dans l'industrie pour pouvoir tirer le maximum de notre argent.

Selon la motion, il faudrait créer de nouveaux emplois dans des domaines de haute technologie; j'en conviens. C'est l'orientation que nous devrions adopter. Voyez les résultats causés par la politique gouvernementale. Prenez, par exemple, l'Avro Arrow, sujet qu'on a peut-être trop ressassé au fil des ans, mais que je rappelle tout de même. Ce projet offrait des possibilités formidables à l'industrie canadienne, mais il a été supprimé, de même que des milliers d'emplois, à cause d'une décision politique. Ce genre de situation ne devrait pas se produire.

Un autre exemple plus récent, et peut-être moins déplorable quoique très percutant, est le contrat d'acquisition des hélicoptères EH-101. Il m'apparaît évident que le Parti libéral, qui forme aujourd'hui le gouvernement, a misé sa campagne électorale sur l'annulation de ce contrat. Il a tenu sa promesse. Ce faisant, il a fait du tort au Canada et à l'industrie. J'ignore au juste comment le gouvernement aurait pu s'en sortir sans respecter sa promesse, mais s'il avait soumis le projet à une étude multipartite, il aurait peut-être pu trouver une solution.

En annulant le contrat des EH-101, le gouvernement s'est mis dans la situation fâcheuse de devoir probablement verser 250 millions et peut-être même jusqu'à un milliard de dollars en frais d'annulation. Quel que soit le montant, nous n'aurons rien